



Trois questions à Olivier HOMOLLE, Président de BASF France

Votre métier consiste à développer de nouveaux matériaux ; quelle place ont les analyses de cycle de vie (ACV) dans ce processus ?

Depuis plusieurs années, les ACV sont appliquées systématiquement pour tout nouveau produit selon un système normé sur les aspects économiques et environnementaux. BASF développe avec des partenaires académiques, un nouveau système, également normé, comprenant les 3 composantes du Développement Durable, appelé «Social Economy Environment balance®». BASF a été la première entreprise à calculer son empreinte carbone sur l'ensemble de la chaîne de valeur, de la production

et du transport des matières premières à l'utilisation du produit fini par le consommateur.

Quelle approche a BASF pour répondre à la demande sociétale émergente sur les nanomatériaux ?

BASF participe à plusieurs projets et débats publics dans différents pays. La démarche interne est très poussée sur la gestion des risques pour nos collaborateurs et sur la transparence vis-à-vis des clients et parties prenantes. Novethic a reconnu BASF comme l'une des rares entreprises à avoir communiqué ouvertement sur ce sujet. En Allemagne, BASF a participé à l'élaboration d'un code de conduite [entériné par le Verband der Chemischen Industrie] à usage interne et pour ses clients, et a apporté en France sa contribution à l'UIC pour la mise en place d'un tel code. En Allemagne, des forums internet permettent d'échanger avec le grand public (tout aussi exigeant qu'en France) : l'image de la chimie y est beaucoup plus positive. Nous souhaitons voir un tel débat s'instaurer en France. Il faut comprendre que ce qui

est manipulé en usine (les nanoparticules) est très différent de ce qui est utilisé (les nanomatériaux) par le consommateur.

Quels sont les objectifs environnementaux de BASF ?

Depuis 2002, BASF s'est fixé des objectifs ambitieux de réduction de ses émissions et d'économie d'énergie pour 2020. Certains ont déjà largement été atteints. A ce jour, 45% de nos besoins propres en énergie sont générés en utilisant celle produite sur nos sites. Depuis 1990, tout en augmentant la production de 86% en valeur absolue, les émissions de GES ont diminué de 27% : des résultats très satisfaisants, en partie dus à la structure de nos 6 grands sites intégrés (le plus important regroupe 33 000 personnes). En termes de RSE aussi, les objectifs sont ambitieux. L'accent est mis sur la sécurité des collaborateurs car, en chimie, si le risque est parfois important, l'essentiel est de le maîtriser. Une véritable culture de la sécurité a été développée et est vécue au quotidien par chacun ; un système d'audits centraux systématiques a été mis en place sur l'ensemble des sites.

édito

2011 est l'année internationale de la chimie et le Président de BASF France confirme qu'il a pleine conscience des attentes sociétales à l'égard de son secteur en matière d'environnement.

La DG de Primagaz montre que les exigences de la réduction des émissions de gaz à effet de serre l'ont conduite à transformer son métier et à en créer un nouveau, celui d'expert en économies d'énergie. Ces économies seront d'autant plus nécessaires que les événements au Japon vont influencer le processus mondial de décarbonation.

Sur le thème de la réduction des émissions, EpE présente le 19 mai prochain un retour d'expérience de ses membres sur les outils de mesure et pilotage.

Enfin, l'eau monte dans l'agenda d'EpE comme le montrent la Question ouverte, le Prix Etudiant 2011 et les premiers préparatifs du Forum Mondial de l'Eau du début 2012.

Claire Tutenuit,
Délégué Général



Trois questions à Myriam MAESTRONI, DG de Primagaz

Comment Primagaz peut-elle répondre à la mutation énergétique rendue nécessaire par le réchauffement climatique ?

En 2003, Primagaz s'est lancé dans une approche à l'époque révolutionnaire : le conseil en énergie. Depuis, l'entreprise ne pense plus seulement « citernes ». Son langage a évolué vers des termes comme « solutions énergie durable », « clients », « employés et partenaires », « efficacité énergétique », « mixité des énergies et développement durable ». Cette stratégie se décline envers les clients mais aussi auprès de tous les collaborateurs, partenaires et fournisseurs de Primagaz.

Comment cette stratégie se traduit-elle pour vos clients ?

Nous mettons à disposition des particuliers des conseillers Energie, experts en matière d'économies d'énergie. Primagaz innove constamment en proposant des solutions allant de la rénovation

avec Renov'au gaz, au solaire thermique (Primasoleil) ou photovoltaïque (Primawatt), jusqu'à la récupération d'eau de pluie avec NepteO. Nous avons aussi initié le site www.economiesdenergie.fr, site d'autodiagnostic et de conseil, qui a maintenant plusieurs autres partenaires.

Nous proposons également depuis 2009 les solutions « énergie modulo-durable », conçues pour s'adapter à chaque cas particulier. Elles se déclinent autour de huit modules, correspondant à huit étapes indépendantes et personnalisables : de l'offre de base (fourniture d'énergie) à la préconisation de travaux, en passant par le diagnostic thermique ou l'intégration d'une énergie renouvelable et même l'accompagnement financier.

Quelle est la politique environnementale de Primagaz ?

L'accent est mis sur la sensibilisation de tous nos collaborateurs. Nous nous inscrivons dans une démarche de réduction de nos impacts environnementaux, en déployant un système de management de l'environnement, conforme à la norme ISO 14001 et avons lancé en 2010 une démarche Bilan Carbone™. Bien que non soumis à la loi NRE, nous publions cette année de façon volontaire notre sixième rapport RSE. S'y trouvent de nombreuses actions concrètes que nous avons menées. Mais l'impact le plus significatif est celui généré par nos conseils pour aider nos clients à réaliser des économies d'énergies.

Comment réduire son « empreinte eau » ?



La France se prépare à accueillir le 6^e Forum Mondial de l'Eau, à Marseille, du 12 au 17 mars 2012.

Au cours du XX^e siècle, les prélèvements en eau douce ont septuplé, et cette pression va continuer à croître du fait des évolutions combinées de la démographie, de l'urbanisation et du climat. La disponibilité en eau douce, selon la Banque Mondiale, sera **l'un des facteurs limitants du développement économique** durant les prochaines décennies. Elle a d'ailleurs été reconnue en 2010, comme bien commun de l'humanité.

Le Forum Mondial, qui se réunit tous les trois ans, a comme principale ambition d'apporter des **solutions concrètes** aux multiples enjeux liés à l'eau. Ces solutions seront recensées par une centaine de groupes de travail et devront répondre à 5 critères principaux pour être retenues : être spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et avoir un échéancier d'avancement¹.

Dialogues

Climat-Energie

EpE organise le 19 mai au matin une table-ronde sur le thème « **Mesurer et piloter les émissions de gaz à effet de serre** », réunissant plusieurs dirigeants et experts d'entreprises membres pour un échange avec eux sur leurs pratiques et méthodes, et sur leurs progrès dans la réduction de leurs émissions.

Cette manifestation sera l'occasion de présenter une publication d'EpE sur ce sujet.

Environnement - Santé

EpE a participé à la table-ronde finale du processus CoexNano organisé par Vivagora avec le soutien du MEDDTL. Ce travail permet un dialogue entre parties prenantes sur les questions de santé posées par le développement commercial des revêtements contenant des nanoparticules. Plusieurs entreprises membres ont participé à cette concertation, qui rassemblait aussi ONG, associations de consommateurs et scientifiques.

Du côté des entreprises, la tension est déjà perçue : celles qui sont dépendantes pour leurs procédés industriels, d'une eau en quantité et qualité suffisantes, au moment opportun, se sentent parfois vulnérables. Dans les pays souffrant de difficultés d'approvisionnement ou de pénuries², elles ont tout à gagner à progresser dans la gestion de la ressource pour protéger leur réputation et leur image.

Leurs approches passent par une bonne mesure de leur « empreinte eau » et de leur vulnérabilité, et par des actions de réduction appropriées. Les entreprises membres d'EpE travaillent à la fois sur la mesure et la gestion de leur empreinte.

Côté mesure d'abord, quels sont les outils les plus pertinents ? Plusieurs émergent : le Global Water Tool du WBCSD, les travaux de l'AFNOR sur l'empreinte eau (Water footprint), les recherches pour intégrer la question de l'eau dans les analyses de cycle de vie des produits et services, le Water Disclosure du Carbon Disclosure Project. Le WBCSD a recensé de multiples initiatives dans le guide « Water for Business »³, paru en 2010.

Les trois messages clés qui se dégagent de ces approches sont les suivants : ne pas connaître son « empreinte eau » fragilise l'entreprise, la collecte d'informations pertinentes au niveau local est cruciale pour mettre en place une stratégie adaptée et les consommateurs et les investisseurs vont accentuer leurs attentes en matière de reporting sur l'eau, tant sur les prélèvements que sur les caractéristiques de leurs rejets, et, de manière générale, sur la façon dont une entreprise peut influencer le cycle de l'eau.

Les entreprises ont déjà montré leur capacité à se mobiliser pour mesurer et piloter leurs émissions de GES. Une démarche de même type, mettant en relation la disponibilité, l'origine des eaux prélevées⁴ et la qualité des eaux rejetées, peut leur permettre de **piloter au plus près leur « empreinte eau »** et de définir les stratégies adaptées aux différentes situations locales : limitation des quantités prélevées, procédés en circuit fermé, traitements innovants des rejets, process moins gourmands en énergie pour réduire les besoins en eau de refroidissement, limitation des évaporations massives, etc.

Comment contribuer au mieux aux défis mondiaux posés par l'eau ? La question est posée à toutes les entreprises membres d'EpE.

Le 6^e Prix étudiant EpE-Metro, qui sera remis le 14 juin 2011, sur le thème « Innovez pour l'eau » sera aussi l'occasion de recueillir les meilleures idées de la jeune génération.

Cécile Joucan

¹ Critères SMART : Specific, Measurable, Achievable, Realistic, Time-bound.

² Un pays est en pénurie d'eau lorsque son approvisionnement annuel en eau douce renouvelable est inférieur à 1 000 m³/hab.

³ http://www.wbcsd.org/DocRoot/3wlfDj0SSDsKcJWIBbKu/WBCSD_Water_for_Business_WEB.pdf.

⁴ Eaux de surface, nappes phréatiques, eaux pluviales ou usées...

Les membres d'EpE

AIR FRANCE • AIR LIQUIDE • ARCELORMITTAL
• AREVA • APRR • AXA • BASF FRANCE • BAYER FRANCE
• BECITIZEN • BNP PARIBAS • CAISSE DES DEPOTS
• CEMENTS CALCIA • COCA-COLA ENTREPRISE
• DELOITTE • EADS • EDF • EIFFAGE • GDF SUEZ
• IBM FRANCE • LA POSTE • LAFARGE • MARSH
• MICHELIN • MOBIVIA • PRIMAGAZ • PSA • RATP
• RENAULT • REXEL • RHODIA • RTE • SAINT-GOBAIN
• SANOFI AVENTIS • SCHNEIDER ELECTRIC
• SECHE ENVIRONNEMENT • SEQUANA • SIA
CONSEIL • SNCF • SOCIETE GENERALE • SOLVAY
• SUEZ ENVIRONNEMENT • TOTAL • VALL'OUREC
• VEOLIA ENVIRONNEMENT • VESUVIUS • VINCI



La Lettre d'EpE N°20 - Avril 2011

Retrouvez cette lettre et tous les travaux d'EpE sur

www.epe-asso.org

Directeur de la publication : Claire TUTENUIT

Périodicité : lettre trimestrielle, ISSN : 1779-2339

50, rue de la Chaussée d'Antin, 75009 PARIS

Tél : +33 1 49 70 98 50 - Fax : +33 1 49 70 02 50

Abonnement - désabonnement : lalettre@epe-asso.org

Imprimé sur papier recyclé ou sur votre papier

Biodiversité

Le **WBCSD** vient de publier son guide **Corporate Ecosystem Valuation**, disponible en anglais sur internet.

Nouveaux membres

EpE a le plaisir d'accueillir :

- BAYER France
- SEQUANA
- VESUVIUS